

L'impact des transferts de fonds sur la pauvreté

Une étude microéconomique*

Résumé

Depuis plusieurs années, les migrants ont contribué de manière significative à l'économie mondiale sous différentes formes : transferts financiers, transferts de savoir-faire, investissements, circulation des compétences, réseaux des diasporas. Cette contribution leur a permis d'être des acteurs essentiels dans le développement de leurs pays d'origine. Ce travail vise à vérifier l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté dans la province de Zagora. Cette zone d'étude est considérée comme l'un des plus anciens foyers de la migration au Maroc. Afin de répondre aux objectifs de l'étude, nous avons mené une enquête auprès de 598 ménages. Notre échantillon est composé de ménages qui reçoivent des transferts de l'étranger, des ménages qui ne reçoivent plus d'argent de l'étranger et des ménages qui n'ont aucun membre vivant à l'étranger.

En se basant sur les indices FGT, indices développés par Foster, Greer et Thorbecke (1984), de mesure de l'incidence, de la profondeur et de l'inégalité de la pauvreté, les résultats issus de notre échantillon démontrent clairement des différences considérables entre les trois types de ménage.

Mots-clés : migrations internationales, province de Zagora, transfert de fonds, pauvreté.

Hicham Hanchane

Institut universitaire
de la recherche
scientifique, Université
Mohammed V-Souissi,
Rabat
(hanchanehicham@yahoo.fr)

* Cette étude entre dans le cadre d'un programme de recherche piloté par l'Association marocaine d'études et de recherches sur les migrations.

Le travail de terrain a été réalisé en collaboration avec Abdelkabar Bahani (Institut universitaire de la recherche scientifique).

Introduction

Les transferts des migrants constituent une source de devises indispensable pour les pays en développement. Selon les statistiques de la Banque mondiale, en 2011, les transferts officiels totalisent plus de 351 milliards de US\$. Ils proviennent des 215 millions de migrants disséminés dans le monde et qui ont gardé des liens avec leur communauté d'origine. Ces migrants utilisent différents canaux, formels ou informels, pour le transfert des fonds. Les grands pays de vieille tradition migratoire (Mexique, Egypte, Maroc...) reçoivent les montants les plus importants, mais c'est surtout dans les petits pays très pauvres que les transferts représentent une part élevée du PIB. Depuis 1970, cette importante source de devises pour les pays

en développement est en constante augmentation et faiblement volatile, contrairement aux flux des investissements directs étrangers.

Ces fonds transférés circulent en général d'un migrant vers sa famille. Les transferts ont donc *a priori* un impact au niveau microéconomique, dans la famille réceptrice des transferts et dans son entourage. Ce supplément de revenus qui circule des pays développés vers les pays en développement, en sens inverse des flux migratoires, a également un impact sur la pauvreté des ménages récipiendaires. Il permet de sortir de la pauvreté certaines familles bénéficiant de transferts, mais, surtout, il permet de réduire l'intensité de la pauvreté. En effet, des familles très pauvres, loin en deçà du seuil de pauvreté, peuvent s'en rapprocher grâce aux montants reçus de migrants installés à l'étranger. En revanche, d'autres études ne permettent pas de trancher sur cette question, car certains travaux soulignent les effets négatifs des transferts des migrants. Ce domaine de recherche doit ainsi être enrichi par des travaux empiriques sur des régions et des pays différents.

Cet article vise à enrichir ce débat relatif aux effets des transferts des migrants sur le niveau de vie et la pauvreté dans les régions de départ. Son objectif principal est d'évaluer l'impact de ces fonds sur l'intensité, la profondeur et l'inégalité de la pauvreté des ménages dans la province de Zagora en suivant la méthodologie de Foster, Greer et Thorbecke (1984) utilisée dans la plupart des travaux empiriques sur le thème.

La zone de l'étude, située au sud-est du Maroc, se compose de la vallée du Drâa moyen et du bassin de Tazarine-Taghbale; ces deux espaces constituent le territoire de la province de Zagora(1) (cf. annexe 1). Elle est parmi les zones les plus reculées du Maroc(2). Le choix de cette région, qui est l'une des plus importantes régions d'émigration au Maroc, permet de mieux apprécier les effets des transferts.

L'étude s'appuie sur les données d'une enquête réalisée auprès de 598 ménages. Pour éviter le biais de sélection et obtenir des résultats fiables, on a sélectionné à la fois des ménages qui ont au moins un membre vivant à l'étranger et qui transfère des fonds vers sa famille restée au Maroc, des ménages qui ont des membres qui vivent à l'étranger qui ne transfèrent plus ou qui n'ont jamais transféré de fonds à leur famille et, enfin, des ménages qui n'ont aucun membre vivant à l'étranger.

Ce travail est organisé comme suit. Le point 1 présente une brève revue de la littérature sur le sujet. Le point 2 sera consacré à la méthode d'échantillonnage et à quelques résultats descriptifs. La méthodologie de calcul du seuil de pauvreté fera l'objet du point 3, pour se pencher dans le point 4 sur la détermination du profil de la pauvreté (incidence, intensité et inégalité) dans la zone d'étude et, enfin, vérifier ces derniers résultats à travers l'estimation d'un modèle probit dans le point 5.

(1) La zone se subdivise, administrativement, en deux cercles, deux pachaliks, sept caïdats et 25 communes, dont 2 communes urbaines et 23 communes rurales.

(2) La population du Drâa moyen et de Tazarine-Taghbale est caractérisée par l'extrême pauvreté et la vulnérabilité (tableau ci-dessous). La moyenne du taux de pauvreté de la province de Zagora est de 33,58 % (moyenne nationale : 14,02 %). Le seuil de pauvreté urbain est 1 687 Dh/mois pour un ménage de 5,6 personnes et celui du rural est 1 745 Dh/mois pour un ménage de 6,4 personnes).

1. Impact des transferts de fonds sur la pauvreté : une brève revue de la littérature

De nombreux auteurs se sont intéressés à l'impact des transferts sur la pauvreté, et la plupart démontrent que les transferts réduisent faiblement l'incidence de la pauvreté mais entraînent une baisse significative de l'intensité et de la gravité de la pauvreté.

Adams (1991b) propose de mesurer l'impact des transferts sur la pauvreté en construisant un contrefactuel pour pouvoir comparer la situation actuelle avec migration et transferts à celle qui prévaudrait en l'absence de migration et donc de transfert. Il applique cette méthodologie à l'Égypte et montre que les transferts entraînent une faible baisse de la pauvreté. Il explique cela par le fait que les ménages pauvres reçoivent des transferts car certains de leurs membres ont émigré. Suivant la même méthodologie, l'auteur montre qu'au Guatemala (Adams, 2004) et au Ghana (Adams, 2006), les transferts entraînent une baisse de l'incidence de la pauvreté mais ont surtout un impact bénéfique sur l'intensité et la gravité de la pauvreté car ils représentent une part très importante du revenu des plus pauvres.

De même, à l'aide d'une simulation sur le Burkina Faso, Lachaud (1999) examine l'impact des transferts privés sur la pauvreté, en les considérant comme des substituts potentiels des gains hors transferts des ménages. Il montre alors que les transferts réduisent l'incidence de la pauvreté rurale des ménages et, plus encore, les écarts de pauvreté. Une récente étude sur un autre pays africain, le Zimbabwe, confirme, à l'aide d'une analyse statistique prenant en compte les transferts informels et en nature, que les transferts réduisent la pauvreté, bien qu'une grande partie des pauvres n'en bénéficient pas (Bracking *et al.* 2009).

Plusieurs études ont été menées pour évaluer l'impact des transferts sur la pauvreté au Mexique. Taylor *et al.* (2005) utilisent les données d'une enquête nationale de 2003 et, à l'aide de la décomposition d'indicateurs de pauvreté, montrent que les transferts internationaux réduisent la pauvreté plus fortement que les transferts internes. Ils montrent également que plus la migration est importante, plus les effets des transferts sur la pauvreté sont élevés. Cela confirme à nouveau l'hypothèse de Stark, Taylor et Yitzhaki (1986) selon laquelle plus la migration se développe dans la communauté, plus elle devient accessible aux pauvres qui bénéficient de la baisse du coût migratoire due à la constitution de réseaux de migrants.

D'autres études sur des pays d'Asie et d'Europe trouvent des résultats similaires. En Thaïlande, Osaki (2003) montre que la probabilité de recevoir des transferts dépend négativement de la richesse des ménages ; les transferts sont donc reçus tout particulièrement par les ménages pauvres. Un travail mené par Du, Park et Wang (2005) sur la Chine trouve que la relation entre la probabilité de migrer (et donc de recevoir des transferts) et la richesse des ménages peut être représentée par une courbe en cloche. Prenant en compte

le biais d'endogénéité entre migration et revenu, les auteurs montrent que la migration entraîne une hausse des revenus mais qu'elle a un faible impact sur la pauvreté car les pauvres émigrent peu.

Migration et transferts de fonds ont donc un impact de court terme sur le bien-être des ménages, influençant le niveau et la distribution des revenus dans les communautés récipiendaires. Ils peuvent entraîner une hausse des revenus permettant à certains ménages de diminuer leur niveau de pauvreté, voire de sortir de la pauvreté, et de modifier leur place sur l'échelle des revenus. Afin de vérifier l'impact des transferts sur la pauvreté dans la province de Zagora, il nous semble intéressant de présenter, tout d'abord, les résultats descriptifs de l'enquête du terrain.

2. Echantillonnage et investigations de terrain

La population mère est constituée, à peu près, de 15,6% de ménages qui vivent en zone urbaine et 84,4% en zone rurale. L'échantillonnage a respecté cette répartition. Un échantillon représentatif a été sélectionné avec la prise en considération du taux de la migration dans les deux zones. Cet échantillon est réparti entre les familles avec migration et les familles sans migration.

Afin de répondre aux objectifs de l'étude, nous avons élaboré trois types de questionnaire : un questionnaire destiné aux ménages qui ont au moins chacun un membre qui vit à l'étranger et qui transfère de l'argent à sa famille restée au Maroc (ménages avec transfert), un deuxième destiné aux ménages ayant un ou plusieurs membres à l'étranger qui ne transfèrent plus ou qui n'ont jamais transféré d'argent aux membres de leur famille restés au Maroc (ménages sans transfert) et un troisième destiné aux familles qui n'ont aucun membre vivant à l'étranger (ménages sans migration) (3). Dans ce qui suit on présentera quelques résultats descriptifs du travail de terrain.

(3) Notre base de données est composée de 278 ménages avec transfert, 140 ménages sans transfert et 180 ménages sans migration.

2.1. Les migrations internationales : issues pour la réussite

Les effets de la migration internationale sont apparus dès les années soixante-dix, au niveau socio-spatial oasien, quand plusieurs Oasiens ont quitté le Drâa et le bassin de Tazarine-Taghbalte pour émigrer vers les pays européens et ont commencé à envoyer, d'une façon régulière, des mandats. Ce flux de liquidité a créé une catégorie sociale possédant un pouvoir que les autres familles n'avaient pas, ce qui provoqua un bouleversement dans les anciennes structures sociales et le développement local.

Les résultats obtenus à partir de nos enquêtes exhaustives réalisées dans l'ensemble de la zone ont permis de recenser 4284 migrants vivant à l'étranger.

Tableau 1

Migrants seuls et accompagnés de leur famille (en %)

	Nombre de migrants	Taux de migration par rapport à la population de 2004	Destination des migrants			Migrants seuls ou en famille		
			Connue	Inconnue	Total	Seuls	En famille	Total
Drâa moyen	1 673	0,73	76,33	23,67	100	35,91	64,09	100
Tazarine-Taghbalte	2 611	5,89	89,08	10,91	100	66,20	33,80	100
Zone d'étude	4 284	1,57	84,10	15,90	100	55,91	44,08	100

Source: Enquêtes du terrain.

La lecture du tableau ci-dessus révèle plusieurs informations concernant la migration internationale dans la zone d'étude. On observe la relative importance de la proportion des migrants dont on ne connaît pas la destination (15,90 %), ou dont les familles ne veulent pas la révéler.

Les migrants seuls et célibataires sont majoritaires, avec près de 56 %, et ceux accompagnés de leur famille représentent les 44 % restants. Au niveau des deux bassins, plus de 66 % des migrants dans le Tazarine-Taghbalte sont des célibataires, et près de 34 % sont des migrants seuls. On observe le contraire dans le Drâa moyen avec un peu plus de 65 % de migrants accompagnés de leur famille et moins de 36 % des migrants seuls ou célibataires.

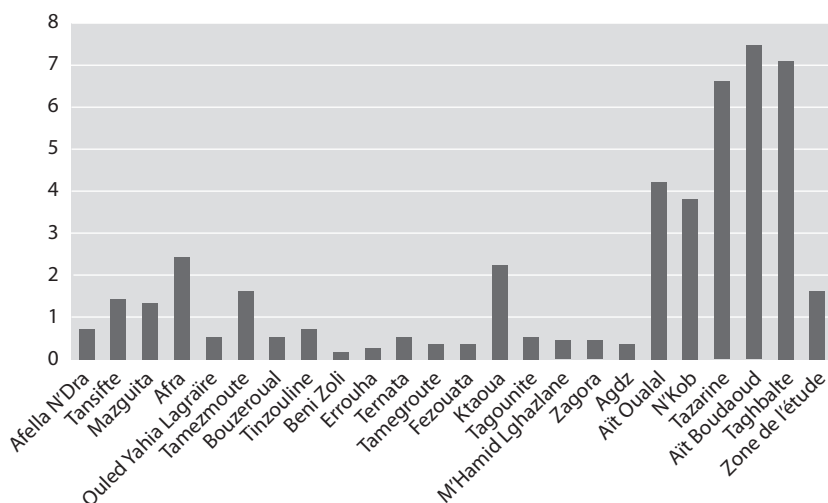
Cette situation s'explique par la période au cours de laquelle eut lieu la migration. C'est au Drâa moyen que l'on rencontre la dominance des premières générations de migrants (avant les années quatre-vingt-dix) qui ont vécu les différentes phases de l'évolution de la migration internationale en Europe, notamment le regroupement familial. Au Tazarine-Taghbalte, la plupart des migrants sont partis après les années quatre-vingt-dix, c'est-à-dire au cours de la période où plusieurs restrictions contre les migrants ont été mises en application, ce qui a limité la régularisation des migrants en situation illégale et, par conséquent, la possibilité de faire venir des membres de leur famille dans les pays d'accueil.

2.2. La répartition géographique des migrants

L'étude de la répartition géographique dans la zone d'étude démontre qu'on trouve des migrants à l'étranger dans toutes les communes (figure n° 1).

Figure 1

Taux de migration par commune



Source : enquêtes de terrain

La figure ci-dessus démontre de notables inégalités des taux de migration internationale. Les communes du bassin de Tazarine-Taghbalte ont des taux de migration qui se situent entre 4 % et 7,3 % de la population totale. L'amont du Drâa constitue aussi un foyer de concentration de la migration internationale, mais moins important que le Tazarine-Taghbalte.

Ici, le taux est sous-estimé, car nous n'avons comptabilisé que les chefs de ménage, sans tenir compte des femmes et des enfants de 1 512 migrants (44 %) qui les ont rejoint dans les pays d'accueil. Afin d'obtenir des résultats plus exacts, il faut compter l'ensemble des personnes ayant quitté la région pour l'étranger, y compris les enfants et les femmes.

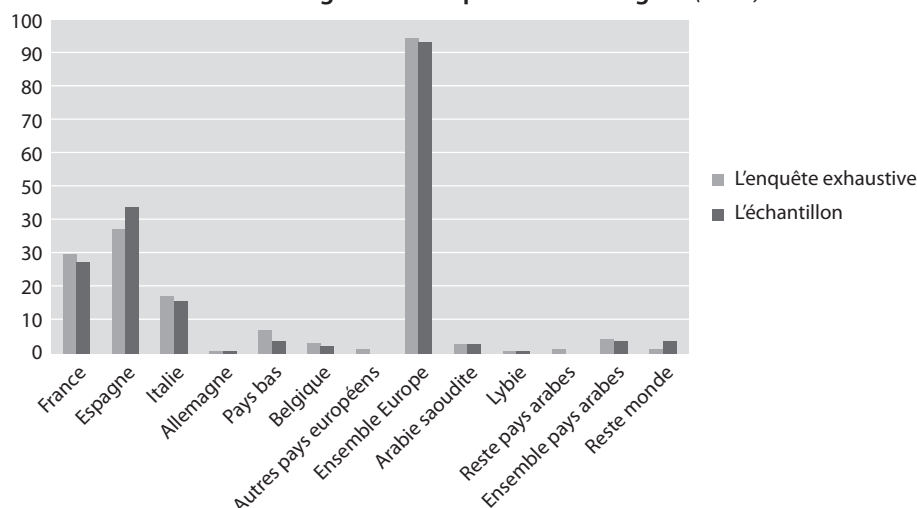
2.3. Les destinations des migrants

L'Europe de l'Ouest est la destination préférée des migrants de la zone, car près de 90 % de ces derniers y vivent, 4,4 % dans les pays arabes et le reste dans les autres pays du globe, comme le montre la figure 2.

Il ressort des résultats des 418 questionnaires ménages de l'échantillon (ménages avec transfert et ménages sans transfert), que 568 personnes ont quitté la région vers l'étranger seuls ou en famille, en particulier vers les pays européens qui ont accueilli près de 93 % de ces migrants. L'Espagne a accueilli 43,82 % des migrants, suivie par la France (27,21 %) et l'Italie (15,55 %). La France, qui était la destination traditionnelle de la plupart des migrants, au moins ceux de la première génération, se situe donc maintenant en deuxième position derrière l'Espagne.

Figure 2

Destinations des migrants de la province de Zagora (en %)



Source: Enquêtes de terrain.

Après cette présentation des quelques résultats descriptifs qui ressortent de notre étude de terrain, on se penchera, dans ce qui suit, sur l'impact des transferts de fonds sur la pauvreté des ménages de notre échantillon.

3. Méthodologie de détermination du seuil de pauvreté

Afin de déterminer l'effet des transferts de fonds sur la pauvreté des ménages enquêtés, nous avons recours aux indices FGT développés par Foster, Greer et Thorbecke (1984). Ces indices se basent essentiellement sur l'estimation d'un seuil de pauvreté. Le seuil de pauvreté choisi pour ce travail est celui de l'énergie nutritive (Food Energy Intake) développé par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). La méthode FEI permet de trouver le coût nécessaire pour atteindre le niveau recommandé(4) de consommation d'énergie alimentaire.

Ce seuil est fondé sur la ration journalière recommandée (R.J.C.) par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la (FAO) pour un homme de taille et de poids moyens qui exerce habituellement une activité. Il reste à déterminer la nature et le coût du panier le moins coûteux qui procure les calories recommandées et qui généralement correspond à celui des ménages du deuxième quintile qui ont les habitudes de consommation des couches les plus défavorisées. Ce seuil de pauvreté est calculé en prenant en considération l'échelle d'équivalence proposée par l'OCDE (voir l'annexe 3). La détermination de la ligne de pauvreté revient à déterminer le niveau des dépenses totales en dessous duquel un ménage ou un individu sont considérés comme pauvres.

(4) Ce niveau recommandé de consommation par l'OMS et la FAO est de 2 400 kcal/adulte/jour.

3.1. La méthode de la consommation de l'énergie alimentaire (FEI)

La méthode FEI permet de trouver le coût nécessaire pour atteindre le niveau recommandé de consommation d'énergie alimentaire. Pour calculer ce coût, on régresse le coût des aliments consommés par un ménage sur l'équivalent en calories puis on calcule le coût du panier.

La fonction de coût des calories est: $\ln X_j = a + bC_j + V_j$

avec:

X_j : les dépenses alimentaires

C_j : la consommation de calories du ménage j .

a et b : des paramètres à estimer

V_j : le terme aléatoire d'erreur

Nous supposons que tous les ménages ont les mêmes préférences alimentaires et qu'ils font face à des prix uniformes. Le logarithme dans l'équation ci-dessus suppose que lorsque les consommateurs dépensent plus, ils achètent les aliments qui sont plus riches en calories. Généralement, on utilise la dépense alimentaire au lieu du revenu total, car elle est beaucoup plus fiable⁽⁵⁾. Une ligne de pauvreté correspondant au minimum de dépenses alimentaires.

L'équation de régression estimée sera: $\ln X_j = \hat{a} + \hat{b}C_j$, ensuite on peut déterminer facilement le seuil de pauvreté (Z) qui s'écrit comme suit $Z = e^{(\hat{a} + 2100\hat{b})}$:

Comme nous l'avons mentionné plus haut, la détermination de la ligne de pauvreté revient à déterminer le niveau des dépenses totales en dessous duquel un ménage ou un individu sont considérés comme pauvres.

3.2. Mesures de la pauvreté

Sans nous attarder sur ce point, on propose un rappel des indicateurs de mesure de pauvreté les plus utilisés tels que les indices P_α proposés par Foster, Greer et Thorbecke (1984) ainsi que leurs propriétés. Ces indices P_α s'écrivent sous la forme suivante:

$$P_\alpha = \frac{1}{n} \sum_{i=1}^q \left[\frac{z - \gamma_i}{z} \right]^\alpha$$

z : seuil de pauvreté, $\alpha = 0, 1$ et 2 , γ_i est la dépense de l'individu i . q est le nombre de pauvres et n la population totale.

Avec un seuil de pauvreté déterminé, nous pouvons calculer:

P_0 : l'incidence de la pauvreté ou la proportion de la population pauvre.

P_1 : l'indice volumétrique ou l'écart de la pauvreté déterminant le montant à verser au pauvre pour éliminer la pauvreté.

Quel que soit le seuil choisi, la mesure du taux de pauvreté ne suffit pas à caractériser la pauvreté monétaire: le niveau de vie des personnes pauvres peut être plus ou moins proche de ce seuil. C'est pourquoi la mesure du taux

(5) Greer et Thorbecke (1986), Anand et Harris (1986), Kyereme et Thorbecke (1987).

de pauvreté est complétée par celle de l'intensité de la pauvreté, P_2 , définie comme l'écart entre le niveau de vie médian des personnes considérées comme pauvres et le seuil de pauvreté. Les résultats obtenus sur la province de Zagora sont traités dans le point suivant

4. Profil de la pauvreté dans la province de Zagora

L'application de cette méthode de mesure de la pauvreté à partir de notre base de données nous donne les résultats suivants :

Tableau 2

Profil de pauvreté monétaire selon les différents types de ménage

	Incidence P_0	Profondeur P_1	Inégalité P_2	Poids N
Ménages avec transferts	22,43 %	0,28 %	0,068 %	2 411
Ménages sans transferts	19,55 %	0,43 %	0,17 %	1 038
Ménages sans migration	33,89 %	0,66 %	0,18 %	1 419
Total	25,16 %	0,42 %	0,12 %	4 868

Source : calculs de l'auteur

Le classement des ménages par rapport à ces lignes permet d'aboutir à une incidence de la pauvreté monétaire de l'ordre de 25,16 % par rapport à la ligne totale. L'analyse des profils de pauvreté apporte une information précieuse sur les différents groupes socio-économiques. Les effets des transferts en devises en provenance de l'étranger sur le bien-être monétaire des ménages peuvent ainsi être appréciés à travers le profil de la pauvreté monétaire selon la réception ou non de ces transferts.

L'effet des transferts est très favorable sur le bien-être monétaire, puisque l'incidence de la pauvreté chez les ménages bénéficiant de ces transferts est de seulement 22,43 % par rapport à la ligne alimentaire, alors qu'elle est de 33,89 % pour les ménages sans transferts. L'écart de bien-être est nettement plus important si l'on se réfère à la ligne de pauvreté totale. L'inégalité, quant à elle, est deux fois plus importante chez les ménages ne recevant pas de transferts en devise. Ce groupe de ménages contribue à concurrence de 75,92 % à l'inégalité totale dans la région.

La répartition des effectifs de chaque groupe de ménages (avec transfert, sans transferts et sans migration) selon les quintiles de la distribution de la dépense par tête, en prenant en considération l'échelle d'équivalence, permet d'apprécier davantage les écarts de bien-être.

Tableau 3

**Répartition des dépenses selon les quintiles
de la distribution de la dépense par tête**

Quintiles de la distribution par tête	Ménages bénéficiaires	%	Ménages sans transfert	%	Ménages sans migration	%
1	48	17,26	21	15	50	27,77
2	62	22,30	21	15	37	20,55
3	39	14,02	39	27,85	41	22,77
4	57	20,50	33	23,57	30	16,66
5	71	25,53	26	18,57	22	12,22
N	278	100,00	140	100,00	180	100,00

Source : calculs des auteurs

Si nous nous intéressons à la composition de la répartition des ménages au sein de chaque quintile par rapport à la réception ou non des transferts, l'écart de bien-être est frappant entre les deux groupes de ménages. Si nous considérons le 1^{er} quintile qui est celui des plus pauvres, nous constatons que la quasi-totalité de ce groupe est composée de ménages ne recevant pas de transferts. Cet écart est encore plus important si nous considérons le quintile le plus haut de la distribution, où on retrouve le pourcentage le plus élevé des ménages avec transferts (25,53 %). En revanche les ménages sans migration ne représentent que 12,22 % dans ce quintile. Concernant les ménages bénéficiaires, les deux quintiles les plus hauts regroupent plus de 45 % de ces ménages. Le quintile des plus pauvres compte 39 % des ménages. La situation est complètement différente chez les ménages non-bénéficiaires, puisque plus de 47 % d'entre eux sont localisés dans le quintile des plus pauvres. A l'opposé, seuls 28 % d'entre eux appartiennent aux deux quintiles les plus riches. Cette analyse par quintiles permet effectivement de rendre compte du différentiel de bien-être monétaire entre les deux groupes de ménages. Afin d'approfondir davantage notre analyse, nous avons procédé à une estimation de la probabilité d'être parmi les ménages pauvres en utilisant une estimation d'un modèle probit.

5. Impact des transferts sur la pauvreté : estimation d'un modèle probit

Pour vérifier les résultats obtenus à travers l'analyse des profils de la pauvreté monétaire, un modèle probit a été estimé. L'objectif est de déterminer les déterminants de la pauvreté au sein des ménages de notre échantillon, l'idée est de calculer la probabilité d'être en dessous du seuil de la pauvreté en fonction d'un certain nombre de variables caractérisant le ménage. En effet,

supposant que la probabilité d'être au-dessus du seuil de la pauvreté (Y) soit fonction d'un certain nombre de variables, on aura :

$$\gamma_i = f(X_{1i}, X_{2i}, \dots, X_{ki})$$

où :

$$\gamma_i = \begin{cases} = 1 & \text{Si la personne est au-dessus du seuil de pauvreté} \\ = 0 & \text{Si la personne est en dessous du seuil de pauvreté} \end{cases}$$

Afin d'estimer cette probabilité P_i , on formule le modèle suivant :

$$\log\left(\frac{P_i}{1-P_i}\right) = \beta_0 + \beta_1 X_{1i} + \beta_2 X_{2i} + \dots + \beta_k X_{ki}$$

Les variables explicatives retenues pour cette estimation sont les suivantes : la taille du ménage, l'activité du chef de ménage et son sexe, une variable indicatrice des ménages recevant des transferts et des ménages qui ne reçoivent pas de transfert et, enfin, une variable indiquant la moyenne du nombre d'années de scolarité au sein de chaque ménage. Les résultats de cette estimation sont reportés dans le tableau suivant :

Tableau 4
Résultats d'estimation du modèle probit

Variables	Paramètres estimés	T de student	Effets marginaux
Constante	0,137142	0,30	
Tailles des ménages	-0,134341	-7,00*	-0,032442
Migration avec transfert	0,610686	4,09*	0,1474757
Sexe du chef de ménage	0,452608	1,81**	0,0301526
Chef de ménage marié	0,146047	0,58	0,1093011
Chef de ménage actif	0,677656	1,85**	0,1636484
Moyenne des années de scolarité de l'ensemble des membres des ménages	0,111676	3,12*	0,0269688

* significatif à au moins 5 %

** significatif entre 5 % et 10 %

L'analyse des coefficients du modèle confirme le rôle positif joué par les transferts. En effet, un ménage bénéficiaire a plus de chance d'être parmi les ménages qui ont un niveau supérieur au seuil de la pauvreté; ce résultat rejoint les résultats de l'ensemble des travaux exposés dans le point 1.

Parallèlement à cela, le sexe masculin du chef de ménage, un chef de ménage actif et la moyenne du nombre d'années de scolarité des membres des ménages ont un impact positif sur le niveau de vie des ménages. Toutes ces variables ont un effet positif et significatif, ce qui signifie qu'elles réduisent la probabilité qu'un ménage soit pauvre. En revanche, le rôle

négalif de la taille des ménages, exprimé par le nombre de membres, est confirmé puisqu'un individu supplémentaire dans le ménage augmente la probabilité que ce dernier soit pauvre de 3,24 %.

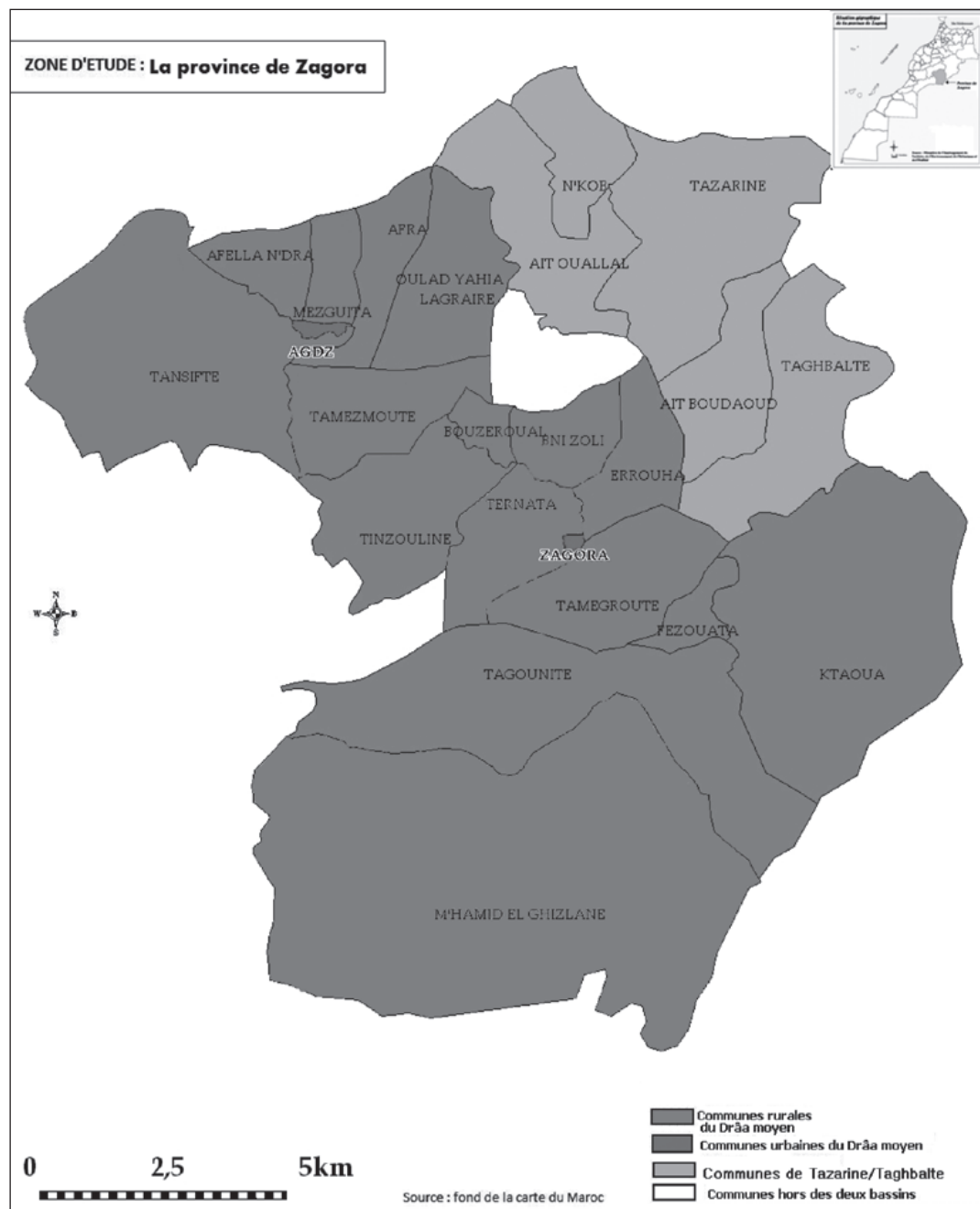
Conclusion

Le territoire de la province de Zagora est un milieu rural, les principales activités de l'économie de la région sont : l'agriculture vivrière traditionnelle, l'élevage et l'artisanat, en plus de la vocation touristique de la région. La fragilité de l'économie, sa dépendance aux conditions naturelles et la limite des ressources naturelles, incapables de satisfaire les besoins d'une population en augmentation perpétuelle, ont fait de cette région, depuis fort longtemps, un foyer d'émigration. Ainsi, la population adopte des stratégies migratoires pour subvenir à ses besoins alimentaires.

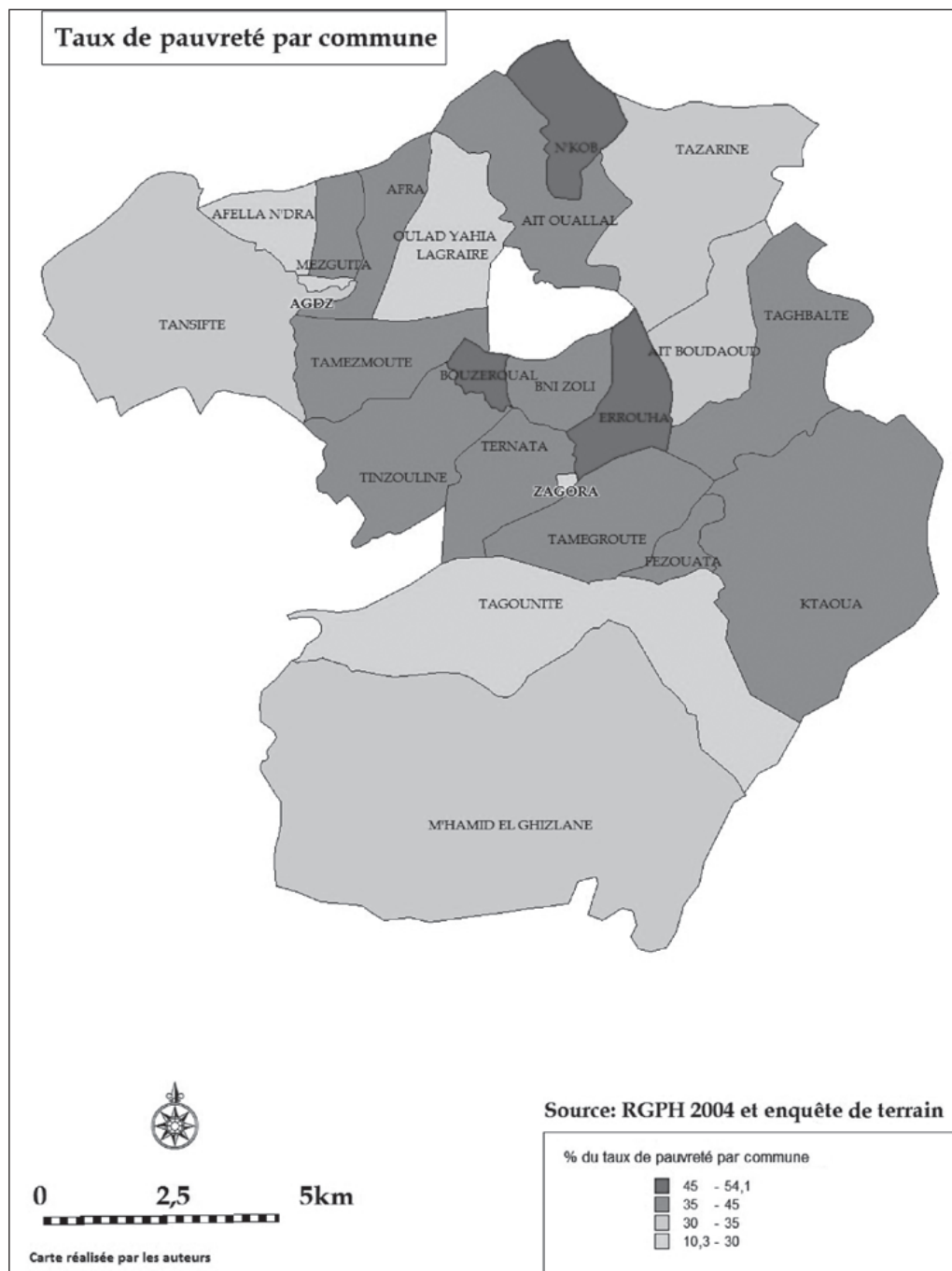
Avec les migrations internationales, apparues dès le début de la deuxième moitié du 20^e siècle, la société oasienne se trouve devant une nouvelle donne dont l'ampleur et les effets sont plus marquants que ceux des migrations internes. L'évolution de ces migrations internationales et les transferts des fonds de l'étranger constituent l'un des principaux facteurs qui ont bouleversé les fondements de la société locale et les bases de l'économie traditionnelle. Ainsi, on assiste à un certain dynamisme dans le développement socio-économique local initié par une élite issue des familles des migrants à l'étranger grâce au pouvoir monétaire.

Dans ces conditions, nous avons cherché dans ce travail à mesurer l'impact des transferts de fonds sur l'incidence, la profondeur et l'inégalité de la pauvreté parmi les ménages de notre échantillon dans cette région du Maroc. En effet, les résultats qui ressortent de ce travail micro-économétrique démontrent d'une manière claire le rôle bénéfique que peuvent jouer les transferts pour les ménages qui les reçoivent. Ainsi, l'incidence de la pauvreté est beaucoup moins importante chez les ménages avec transfert que les ménages sans transfert. En ce qui concerne l'écart de bien-être entre les ménages, il est beaucoup plus important chez les ménages ne recevant pas de transfert que les ménages qui en reçoivent. Et, enfin, l'inégalité de la pauvreté est nettement moins importante chez les ménages avec transfert que chez les ménages sans transfert.

Annexe 1



Annexe 2



Annexe 3

Le choix de l'échelle d'équivalence

Les dépenses de consommation des différents ménages ne sont pas directement comparables entre eux. Le problème est le suivant : les unités d'analyse diffèrent beaucoup entre elles par leur taille et leur composition (nombre de personnes, nombre d'adultes et d'enfants du ménage ou de la famille). Ceci signifie qu'on ne peut pas les comparer à une même ligne de pauvreté sans leur faire subir une transformation qui les rende comparables.

En effet, il s'agit de l'échelle d'équivalence de plus en plus utilisée dans les travaux empiriques. Le plus adéquat est de construire une échelle d'équivalence qui reflète autant que possible l'augmentation des besoins d'un ménage en fonction de ses caractéristiques. Il existe des échelles d'équivalence standard qui ont été calculées par des organisations internationales et que nous avons adoptées dans le cas de notre étude sur la pauvreté. Une de ces échelles d'équivalence est celle proposée par l'OCDE, qui peut être facilement exprimée à l'aide d'une équation :

$$E(a, c) = 1 + 0.7(a - 1) + 0.5c$$

où a est le nombre d'adultes et c est le nombre d'enfants dans le ménage.

La dépense de chaque ménage n'est plus vraiment un montant monétaire mais un indicateur de bien-être.

Références

- ACOSTA P., CALDERON C., FAJNZYLBER P. et HUMBERTO LOPEZ J. (2008), «What is the Impact of International Remittances on Poverty and Inequality in Latin America?», *World Development*, 36, 1, p. 89-114.
- ADAMS Jr, RICHARD H. (2004), «Remittances and Poverty in Guatemala». *World Bank Policy Research Working Paper*, 3418. World Bank, Washington, D.C.
- ADAMS Jr, RICHARD H. et PAGE J. (2003b), «Poverty, Inequality and Growth in Selected Middle East and North Africa Countries, 1980-2000». *World Development*, 31, 12, p. 2027-2048.
- ADAMS H.A. et PAGE J. (2005), « International Migration, Remittances and Poverty in Developing Countries », *World Bank, Policy Research Working Paper*, 3179.
- ADAMS R.H. Jr (1991b), «The Effects of International Remittances on Poverty, Inequality and Development in Rural Egypt». *Research Report 86*. International Food Policy Research Institute, Washington, DC.
- ADAMS R.H. Jr (2006), «Remittances and Poverty in Ghana», *Policy Research Working Paper*, Series 3838, The World Bank.
- ANNABI N., BAZLUL H. KHONDKER, SELIM RAIHAN, COCKBURN J. et DECALUWE B. (2005), «Implications of WTO Agreements and Domestic Trade Policy Reforms for Poverty in Bangladesh: Short versus Long Run», *MPIA Working Paper*, 2005-02.
- BRACKING S. et SACHIKONYE L. (2009), «Migrant Remittances and Household Wellbeing in Urban Zimbabwe», *International Migration*, IOM.
- CANALES ALEJANDRO I. (2008), «Amérique latine : les transferts d'argent sont-ils un réel facteur de développement?» *Problèmes économiques*, 2957, p. 41-47.
- DIMOVA RALITZA, et WOLFF F.-C. (2008), «Are Private Transfers Poverty and Inequality Reducing ? Household Level Evidence from Bulgaria», *Journal of Comparative Economics*, 36, 4, p. 584-598.
- DU YANG, ALBERT PARK, et SANGUI WANG. (2005), «Migration and Rural Poverty in China», *Journal of Comparative Economics*, 33, p. 688-709.
- ESQUIVEL GERARDO, et HUERTA-PINEDA A. (2007), «Remittances and Poverty in Mexico: A Propensity Score Matching Approach», *Integration et Trade Journal*, 27, July-December, 2007.
- FOSTER J., GREER J. and THORBECKE E. (1984): «A Class of Decomposable Poverty Measures», *Econometrica*, 52, 761-766
- Greer J., Thorbecke E. (1986), «A methodology for measuring food poverty applied to Kenya», *Journal of Development Economics*, 24, 59-74.
- GUPTA SANJEEV, PATTILLO CATHERINE A. et SMITAWAGH (2009), «Effect of Remittances on Poverty and Financial Development in Sub-Saharan Africa», *World Development*, 37, 1, p. 104-115.
- GUSTAFSSON BJÖRN et NEGATU MAKONNEN. (1993), «Poverty and Remittances in Lesotho», *Journal of African Economies*, 2, p. 49-73.
- HAUT COMMISSARIAT AU PLAN: recensements 1982, 1994 et 2004.
- HAUT COMMISSARIAT AU PLAN (2004), *Indicateurs de la pauvreté, de la vulnérabilité, du développement humain et du développement social, Province de Zagora*.
- KYEREME et THORBECKE (1987), «Food poverty profile and decomposition applied to Ghana» *World Développement*, vol. 15, n°9, 1189-1199.
- LACHAUD J.P. (1999), «Envois de fonds, inégalité et pauvreté au Burkina Faso», *Revue Tiers Monde*, 160, p. 793-827.
- LÓPEZ-CORDOVA ERNESTO, (2006), «Globalization, Migration and Development: The Role of Mexican Migrant Remittances. *INTAL-ITD Working Paper*, 20, IADB, Buenos Aires.

- MINISTÈRE DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DE L'EAU, « stratégie d'aménagement et de développement des oasis au Maroc », Rapport d'enquête et problématique », deuxième phase.
- OSAKI KEIKO (2003), « Migrant Remittances in Thailand: Economic Necessity or Social Norm? », *Journal of Population Research*, 20, 2, p. 203-222.
- PAGE J. (2007), « Boom, Bust and the Poor: Poverty Dynamics in the Middle East and North Africa, 1970-1999 », *Quarterly Review of Economics and Finance*, 46, p. 832-851.
- STARK ODED, EDWARD TAYLOR J. et SHLOMO YITZHAKI (1986), « Remittances and Inequality ». *The Economic Journal*, 96, 383, p. 722-40.
- TAYLOR J. EDWARD, JORGE MORA, RICHARD ADAMS et Alejandro Lopez-Feldman (2005), « Remittances, Inequality and Poverty: Evidence from Rural Mexico », *Working Paper*, n° 05-003, Department of Agricultural and Resource Economics, University of California, Davis.
- YANG DEAN, et CLAUDIA A. MARTINEZ (2006), « Remittances and Poverty in Migrants' Home Areas: Evidence from the Philippines ». Dans: Çağlar Özden and Maurice Schiff (Eds.), *International Migration, Remittances, and the Brain Drain*. New York: Palgrave Macmillan, 2006.